

# Niger : de la révolution des palais à la scène mondiale

05 août 2023 [Leslie Varenne](#)

Les événements qui se sont déroulés à Niamey au cours de la semaine écoulée sont à couper le souffle. Si la situation n'était pas si inquiétante, elle serait comique. Comment aurait-on pu passer en l'espace de quelques heures d'un coup d'État purement nigérien hautement prévisible à un épisode de guerre froide, susceptible d'embraser le Niger et toute l'Afrique de l'Ouest ? C'est un cocktail d'aveuglement, d'erreurs d'analyse, de prophéties auto-réalisatrices et d'émotions, au-delà de la raison.

Mettre fin au mythe...

Avant tout, pour comprendre la situation actuelle, il faut en finir avec le mythe du « Niger comme exemple de démocratie ». Ce n'est pas le cas. L'élection présidentielle de 2021 n'a pas été libre, crédible et transparente. Il s'agissait d'une passation de pouvoir entre l'ancien président Mahamadou Issoufou, qui ne pouvait briguer un troisième mandat, et son allié et ami de 30 ans, Mohamed Bazoum. Condamner le putsch est une chose. Répéter comme un mantra que « le président démocratiquement élu » doit être réintégré en est une autre. Non seulement cette formule irrite les Nigériens, qui considèrent cette élection comme la plus frauduleuse de l'histoire du pays, mais elle n'apporte pas non plus de solutions à la crise. Comment pouvons-nous trouver les bonnes réponses basées sur une fausse prémisse ?

L'ancien président en embuscade

Le deuxième élément est la faiblesse du président, actuellement retenu par le CNSP (Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, organe créé par les militaires au pouvoir). Après deux ans à la tête du pays, il n'a pas réussi à asseoir son autorité. Mahamadou Issoufou a continué à tirer toutes les ficelles et est resté indispensable. Par exemple, aucun dirigeant étranger ne s'est jamais rendu à Niamey sans passer par la résidence de l'ancien président. Si le peuple nigérien, notamment à Niamey, soutient la junte, ce n'est pas tant à cause de Mohamed Bazoum, qui n'était pas impopulaire, mais parce qu'il rejette massivement l'ancien président et le système PNDS, le parti au pouvoir qui tient le pays en otage depuis plus d'une décennie.

Quel rôle Mahamadou Issoufou a-t-il joué dans le putsch ? Sa proximité avec le général Tchani, chef de la Garde présidentielle, auteur du putsch et nouvel homme fort du Niger, a légitimement éveillé les soupçons.

**Le scénario selon lequel Abdourahamane Tchiani a d'abord agi au nom de l'ancien président, mais l'a ensuite trahi, menacé par le reste de l'armée, est le plus communément admis par ceux qui suivent de près le Niger. Mondafrique a décrit les hypothèses expliquant pourquoi l'ancien président a trahi son ami depuis 30 ans : lutte pour l'indépendance de Mohamed Bazoum ; son implication dans le portail de l'uranium qui lui fermait les portes du poste de secrétaire général des Nations unies qu'il convoitait ; le désir de garder une emprise ferme sur les affaires de l'État.**

**Un autre élément crucial n'est presque jamais mentionné : le pétrole du Niger. L'oléoduc entre le Niger et le Bénin, qui devrait être opérationnel dans les prochaines semaines, est un tournant majeur pour l'économie du pays . Niamey est en passe de devenir un plus gros exportateur d'or noir que Malabo. Ce n'est pas un hasard si Sani Mahamadou, le fils de l'ancien président aujourd'hui détenu par le CNSP, a été nommé ministre du Pétrole dans le dernier gouvernement. Les enjeux sont bien plus importants que l'uranium tant discuté, qui n'a d'importance stratégique ni pour la France ni pour l'Union européenne. Le Niger est le cinquième fournisseur, loin derrière le Kazakhstan et le Canada.**

### **Cécité**

**Il s'agit donc d'emblée d'une révolution de palais interne au Niger qu'aucun des partenaires du Niger n'avait anticipée. Selon Le Canard enchaîné, lors du dernier Conseil de défense, Emmanuel Macron était furieux contre le patron de la DGSE : "Le Niger après le Mali, c'est beaucoup". Qu'il se rassure, les Américains, qui ont plus de 1 000 hommes au sol à Agadez dans leur plus grande base de drones, à Niamey et dans leur base de la CIA à Dirkou dans le nord du pays, n'ont pas vu venir non plus. Les Italiens et les Allemands non plus, qui ont aussi des troupes au sol. Pourtant, il était prévisible, comme l'écrit le chercheur Rhamane Idrissa : « Au Niger, un coup d'État n'est pas une surprise, mais une probabilité statistique. Avec quatre coups d'État réussis dans son histoire, combien d'échecs ? La dernière a eu lieu la veille de l'investiture de Mohamed Bazoum. Comment alors comprendre cet aveuglement ? La réponse : le mythe. Comment envisager un putsch dans un pays qui « est un exemple de démocratie » ? Comment Mahamadou Issoufou, lauréat du prix Mo Ibrahim de la bonne gouvernance, pourrait-il être suspecté ?**

**Un autre élément de réponse est le professionnalisme des putschistes, qui ont été formés à toutes les bonnes écoles. Salaou Barmou, chef des forces spéciales nigériennes, était assis sur les bancs de l'Université de la défense nationale à Washington, et le mois dernier seulement, il s'entretenait avec le chef du commandement des opérations spéciales de l'armée américaine à Agadez.**

### **La junte internationale et la peur de l'Ours**

**Inattendu, le coup d'État du 26 juillet a eu un effet stupéfiant sur les partenaires du Niger. L'effet cumulatif - il y a eu cinq coups d'État en Afrique de l'Ouest en moins de trois ans (deux au Mali, deux au Burkina Faso et un en Guinée) - les a aussi exaspérés. La crainte de voir un réseau de juntes s'établir dans la région a également joué un rôle. Mais leur plus grande appréhension était la répétition du scénario malien avec l'arrivée de la Russie sur le sol nigérian et le départ conséquent de leurs forces militaires. Peu importe que le coup d'État ait été mené au Niger sans implication russe, et que Moscou l'ait condamné. L'angoisse demeure. Le scénario est un cauchemar politique pour Emmanuel Macron, après ses humiliations au Burkina Faso et au Mali. Les Américains ont aussi beaucoup à perdre. Stratégiquement, la zone est importante : ils ont investi des centaines de millions dans leurs bases au Niger, ce qui leur permet de contrôler une partie de la région, et surtout la Libye. Pour le moment, Washington s'est bien gardé de déclarer ce qui s'est passé comme un coup d'État, car une telle qualification juridique les obligerait à partir.**

### **Posture martiale**

**La réponse des États-Unis et de la France au coup d'État correspondait à leurs inquiétudes. Sous couvert de la CEDEAO, ils ont poussé aux sanctions les plus sévères depuis celles imposées à la Côte d'Ivoire en 2010. Le fait que cet État soit l'un des plus pauvres du monde, et que sa population soit la première victime de ces sanctions, est peu d'importance. Peu importe non plus que, comme au Mali, ces mesures soient contre-productives, donnant aux militaires une chance de pousser un discours victimisé et d'appeler à l'unité nationale. Aux côtés d'Alassane Ouattara, le nouveau président nigérian, Bola Tinubu, qui assure cette année la présidence de l'organisation sous-régionale, est le fer de lance du camp des durs. Abuja, qui fournit 70% de l'électricité du Niger, a déconnecté sa ligne à haute tension. En représailles, le CNSP coupe le courant de la villa de Mohamed Bazoum. Nigériens,**

**Mais le plus dur reste à venir. La CEDEAO a donné une semaine au CNSP pour réintégrer le "président démocratiquement élu" Mohamed Bazoum, et menace d'une intervention militaire. Les chefs d'état-major de l'organisation se sont réunis à Abuja. A l'issue de leur conclave, un responsable a déclaré qu'une telle intervention "serait la dernière option sur la table". Pourtant, il semble que tout le monde planifie l'intervention, avant même la fin des négociations de la CEDEAO et la date de l'ultimatum. Selon un tweet du journaliste Georges Malbrunot : "Les forces françaises ont été mises en alerte en Côte d'Ivoire, au Tchad et à Djibouti". De son côté, par la voix de son secrétaire d'État, Washington a clairement alerté le CNSP en cas de refus de retour à la caserne, et Catherine Colonna, la ministre française des Affaires étrangères, a affirmé « son unité de vues avec Antony Blinken ». En concertation avec l'armée nigériane, la France a rapatrié ses ressortissants et les Européens qui souhaitaient quitter le pays. Dans le même temps, les États-Unis ont ordonné l'évacuation de leur personnel non essentiel. Est-ce un signe du conflit à venir ? La direction de cette intervention militaire serait prise par l'armée nigériane, avec Paris, Washington et l'Union européenne en soutien.**

### **Le cataclysme**

**A l'heure où le Soudan fait face à un conflit dévastateur depuis le 15 mai, et où le Tchad en subit les lourdes conséquences, une nouvelle guerre est vraiment la dernière chose dont le continent a besoin !**

**Comment ne pas apprécier l'absurdité de la situation ? La CEDEAO et ses alliés vont ouvrir le feu sur un pays déjà en guerre sur deux fronts, Boko Haram au sud-est et l'État islamique aux Trois-frontières. Ils feront donc la guerre à leurs frères d'armes, qu'ils soutiennent dans la lutte contre le terrorisme. De plus, Nigériens et Nigérians luttent ensemble contre Boko Haram. En prime, au premier coup de feu, la vie de Mohamed Bazoum sera menacée, il n'y aura donc pas de "Président démocratiquement élu" à remettre en place. De plus, ne serait-il pas pour le moins étrange d'utiliser l'option militaire pour un putsch potentiellement fomenté par l'un de leurs meilleurs alliés, l'ancien président Mahamadou Issoufou ?**

**Enfin, le conflit va s'internationaliser. L'Algérie et la Russie sont sur les mêmes positions, toutes deux dénonçant le coup d'État mais viscéralement opposées à une intervention militaire. Le 2 août, le chef d'état-major algérien, Saïd Chanegrina, s'est rendu en Russie et Moscou a souligné le rôle d'Alger dans la sécurité régionale.**

**Si une intervention militaire avait effectivement lieu - le pire n'est jamais certain - la conflagration serait de grande ampleur. L'opinion publique africaine n'acceptera pas une nouvelle guerre menée par l'Occident, même si elle est menée sous l'égide de la CEDEAO. Pour rappel, les guerres de 2011 en Côte d'Ivoire et en Libye ont marqué le début d'un rejet massif de la politique française. Une nouvelle guerre éjecterait Paris du continent pour les décennies à venir. Qui plus est, dans le contexte actuel de l'Afrique de l'Ouest, ce serait un tremblement de terre, embrasant toute la sous-région, avec des conséquences terribles pour les civils. Sans compter le risque que cette déstabilisation profite aux djihadistes, voire... que la Russie soit appelée en renfort ! Nous avons bouclé la boucle...**

*Leslie Varenne*